Envoyé en préfecture le 26/10/2026
Reçu en préfecture le 26/10/2026
Publié le 26 OCT. 2026
ID : 025-252508247-20261013-2026_10_03_44-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT D

SYBERT

Extrait du Registre des délibérations du Comité Syndical

Séance du 13 octobre 2026

Date de convocation : le 6 octobre 2026

Le Comité Syndical, régulièrement convoqué, s'est réuni au Conseil Départemental du Doubs, salle JOUBERT, 8 avenue de la Gare d'Eau à Besançon, sous la présidence de Monsieur Jean-Marc BOUSSET, Président.

La séance est ouverte à 18h20 et levée à 19h45

En nombre, les membres :

- En exercice : 45
- Présents : 24
- Ayant pris part au vote : 24
- Ayant donné procuration : 6

Résultat du vote :

- Pour : 30
- Contre : 0
- Abstentions : 0

Étaient présents :

TITULAIRES :
G.B.M : AUBERT Damien ; BAILLY Guillaume ; BERMOND Henri ; BIHR Anne ; BOUSSET Jean-Marc ; BOUVET Nathalie ; BOUZAT Patrick, CALVAT Lylian ; DOLEJAL Philippe ; JEANVOINE Jérémy ; JELSCH Véronique ; LEGAIN Olivier ; MAGNIN-FEYSOT Hélène ; MÉNESTRIER Jean-François ; MEUNIER Emmanuelle; NAPPEZ Anthony ; NONNOTTE Thierry ; SIMONIN Philippe ;
C.C.L.L : CUVELIER Vincent ; GARNIER Christophe ; STADELMANN Jean-Claude ;
C.C.V.M : DIETRICH Clément ; REIGNEY Frédéric ;

SUPPLÉANTS :
G.B.M : SIMONIN Flora ;

Étaient excusés :

TITULAIRES :
G.B.M : BARBAROSSA Ludovic ; BECKER Catherine ; BRIOT Valérie ; JACQUES Patrick ; KRIEGER Jacques ; LAIDIÉ Frank ; LHOMME Madeleine ; LIARD Damien ; VEJUX Kévin
C.C.L.L : AYMONIN Guillaume ; CLOSSON CELLE Olivier ; JACQUIER-GINEPRO Laurence ; LAMBERT Jean-Benoît ;
C.C.V.M :

SUPPLÉANTS :
G.B.M : PERNIN Daniel ;
C.C.L.L : GRENIER Jean-Claude ;

Secrétaire de séance : Philippe DOLEJAL

Procuration de vote :

Mandant : Guillaume AYMONIN ; Ludovic BARBAROSSA ; Catherine BECKER ; Valérie BRIOT; Frank LAIDIÉ ; Jean-Benoît LAMBERT
Mandataire : Christophe GARNIER ; Anthony NAPPEZ ; Henri BERMOND ; BOUVET Nathalie ; Jean-Marc BOUSSET, Jean-Claude STADELMANN

Objet : 1C.Débat d'Orientations Budgétaires 2027 et PPIF 2027-2031
2026/10_03-44

Envoyé en préfecture le 26/10/2026
Reçu en préfecture le 26/10/2026
Publié le 26 OCT. 2026
ID : 025-252508247-20261013-2026_10_03_44-DE

ADMINISTRATION GÉNÉRALE – TOUTES COMPÉTENCES

DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2027
PPIF 2027-2031

Rapporteur : Monsieur Jean-Marc BOUSSET, Président

La tenue du débat d'orientations budgétaires est obligatoire dans les régions, les départements, les communes de plus de 3 500 habitants, leurs établissements publics administratifs et les groupements comprenant au moins une commune de plus de 3 500 habitants (articles L. 2312-1 et L. 5211-36 du Code Général des Collectivités Territoriales).
Ce débat doit avoir lieu dans les deux mois qui précèdent l'examen et le vote du budget primitif ; il n'a aucun caractère décisionnel. Sa tenue doit néanmoins faire l'objet d'une délibération afin que le représentant de l'Etat puisse s'assurer du respect de la loi.

Le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) permet :

- **de présenter le contexte national et local de la politique de gestion des déchets,**
- **d'informer les élus sur la situation financière de la collectivité,**
- **de présenter à l'assemblée délibérante, les propositions d'orientations budgétaires.**

A. CONTEXTE DE LA GESTION DES DÉCHETS

Le cadre législatif qui régit la gestion et le tri des déchets repose sur une **imbrication étroite entre le droit européen (qui fixe les grands objectifs)** et **le droit français (qui les transpose et les applique de manière contraignante)**.

1. Contexte européen

La politique européenne impose aux États membres une stricte hiérarchie des modes de traitement (priorité à la prévention, puis au réemploi, au recyclage, à la valorisation, et enfin à l'élimination).

- **La Directive-Cadre sur les Déchets (2008/98/CE) :** C'est le texte fondamental de l'UE. Révisée par le « Paquet Économie Circulaire » en 2018, elle fixe des objectifs précis de recyclage (ex. recycler 65 % des déchets municipaux d'ici 2035) et impose la généralisation du tri des biodéchets.
- **La Directive sur les Plastiques à Usage Unique (SUP) :** Adoptée en 2019, elle interdit de nombreux objets en plastique jetable (pailles, couverts) et encadre les objectifs de collecte des bouteilles plastique (77 % en 2025, 90 % en 2030).
- **Le Règlement PPWR (Packaging and Packaging Waste Regulation) :** Ce texte récent impose que tous les emballages mis sur le marché européen soient intégralement **recyclables d'ici 2030**, en restreignant fortement l'usage des suremballages.
- **Le Règlement européen 2024/1157 :** Entré pleinement en vigueur en mai 2026, il durcit les conditions de transfert de déchets hors de l'UE pour éviter que l'Europe n'exporte sa pollution plastique vers les pays tiers.

Envoyé en préfecture le 26/10/2026
Reçu en préfecture le 26/10/2026
Publié le 26 OCT. 2026
ID : 025-252508247-20261013-2026_10_03_44-DE

2. Contexte national

En France, l'ensemble de ces dispositions est codifié dans le **Code de l'environnement (Articles L541-1 à L541-50)**. Trois grandes lois modernes structurent l'action publique :

- **La Loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte (LTECV) de 2015 :** Elle a instauré l'objectif de diviser par deux les déchets ménagers mis en décharge et a amorcé le déploiement de la tarification incitative.
- **La Loi Anti-Gaspillage pour une Économie Circulaire (AGEC) de 2020 :** Le texte pilier actuel en France.
  - Élimination progressive des **plastiques à usage unique** d'ici 2040.
  - Interdiction de **détruire les invendus non alimentaires** (comme les vêtements ou produits électroniques) au profit du réemploi.
  - Harmonisation de la signalétique de tri via le déploiement généralisé du **logo Info-Tri**.
  - **Tri des biodéchets à la source** (1er janvier 2024). Les collectivités territoriales doivent obligatoirement mettre à disposition des particuliers et des professionnels des solutions de tri adaptées (bacs de compostage de proximité ou collectes séparées).
- **La Loi Climat et Résilience de 2021 :** Elle renforce la lutte contre les emballages en imposant une trajectoire de réduction du plastique et le développement obligatoire de la vente en vrac dans les grands commerces.
- **Les Décrets d'application « multi-flux » :**
  - Le Décret n° 2021-950 (juillet 2021) a étendu le tri obligatoire des entreprises du format initial « 5 flux » (papier, métal, plastique, verre, bois) à un format « 7 flux », y intégrant la fraction minérale et le plâtre pour le secteur du bâtiment.
  - L'évolution textile (1er janvier 2025) : Les entreprises et collectivités font désormais face à une obligation stricte de trier leurs déchets textiles séparément.
- **La généralisation de la simplification du tri (2023 - 2025)**
  - Simplification du bac jaune : Tous les emballages ménagers (sans exception de matière : pots de yaourt, barquettes, capsules de café) sont désormais acceptés dans la poubelle de tri.
  - Tri hors foyer (1er janvier 2025) : La loi impose désormais aux collectivités d'installer des dispositifs de tri sélectif dans l'espace public (rues, gares, parcs) afin de capter les emballages consommés en extérieur.

3. Contexte régional

Le Plan Régional de Prévention de Gestion des Déchets (PRPGD) de la Bourgogne Franche Comté (BFC) a été adopté en 2019 et intégré en 2020, il n'a pas été pas actualisé depuis. Le plan de la BFC vise une diminution des DMA de 15% entre 2010 et 2025 et de 20% en 2031. **Ces objectifs tendent à faire atteindre les niveaux suivants pour le SYBERT : 447 Kg /an / habitant en 2025 et de 421 Kg /an / habitant en 2031.**

Le PRPGD décline cet objectif de la façon suivante :

- Les ordures ménagères résiduelles (OMR) devront diminuer de -14% entre 2010 et 2025 et de -16% entre 2010 et 2031.
- La quantité de déchets en éco-centres devra réduire de – 9% entre 2015 et 2025 et de -19% entre 2015 et 2031.
  - + Déchets verts, réduction de -17% pour 2025 et -45% pour 2031
  - + Déchets inertes revenir au niveau de 2010

Envoyé en préfecture le 26/10/2026
Reçu en préfecture le 26/10/2026
Publié le 26 OCT. 2026
ID : 025-252508247-20261013-2026_10_03_44-DE

- + Autres déchets, réduction de -7% pour 2025 et -8% pour 2031

L'atteinte de ces objectifs s'accompagne, entre autres, par une politique propre à développer le réemploi, la réparation et la réutilisation, de la mise en place de la gestion des biodéchets à la source et de lutte contre le gaspillage alimentaire.

4. Contexte local

Sur le territoire du SYBERT, les politiques volontaristes menées par les communautés et le SYBERT en faveur de la réduction des déchets et du recyclage ont porté leurs fruits.

La proposition de déclinaison ci-après des objectifs du PRPGD tient compte des demandes de réduction du plan mais aussi du niveau du SYBERT face aux objectifs globaux régionaux.

a. Bilan matières

Synthèse des résultats et objectifs au regard des obligations réglementaires et déclinaison SYBERT (bilan matières, départ SYBERT) :

	2010	2020	2023	2024	2025
Total SYBERT	**526 kg/hab**	**460 kg/hab**	**429,3 kg/hab**	**452 kg/hab**	**455 kg / hab**
dont OMR	**204 kg/hab**	**135 kg/hab**	**129,2 kg/hab**	**126.8 kg/hab**	**126,5 kg/hab**
dont éco-centres (ex déchetteries)	**225 kg/hab**	**218,5 kg/hab**	**205,2 kg/hab**	**226,4 kg/hab**	**228,8 kg/hab**
Déchets Verts en éco-centres	65 kg/hab	76,8 kg/hab	58,8 kg/hab	75,7 kg/hab	71,2 kg/hab
dont DMR (avec Verre)	**97 kg/hab**	**106,6 kg/hab**	**101,9 kg/hab**	**99,2 kg/hab**	**100,6 kg/hab**

Moyennes nationales (source ADEME, données 2023) :

OMR : 223.5 kg/an/habitant

DMA : 559 kg/an/habitant

Les performances sur le territoire du SYBERT s'améliorent, mais plus lentement qu'au niveau national

b. Évolution des coûts de la gestion des déchets

Entre 2008 et 2015, le coût par habitant de gestion des déchets facturé par le SYBERT à ses adhérents a connu une hausse moyenne de 1,3 % par an, soit de l'ordre de l'inflation, alors même que la réglementation en matière de déchets a connu une forte évolution (gestion des mâchefers, émissions d'incinération, refonte législation des éco-centres, extension du geste de tri des emballages...).

Après avoir connu une hausse liée au développement de politiques nouvelles en matière de prévention et de compostage, grâce à une baisse importante des ordures ménagères résiduelles lors de la mise en place de la facturation incitative et de solutions alternatives (compostage, réemploi, sensibilisation...), le coût par habitant facturé par le SYBERT à ses adhérents a baissé (hors provision et TGAP) puis s'est stabilisé grâce à la hausse des recettes et soutiens reversés aux adhérents.

En 2017, la NOTRé a entrainé une baisse de la population du SYBERT et par conséquent une hausse de certaines contributions par habitant. La fermeture prolongée de la ligne de 1976 pour la 4ème

Envoyé en préfecture le 26/10/2026
Reçu en préfecture le 26/10/2026
Publié le 26 OCT. 2026
ID : 025-252508247-20261013-2026_10_03_44-DE

épreuve décennale de la chaudière a entraîné une hausse de la contribution. La TGAP appliquée par l'État a également fortement augmenté.

En 2016 et 2017, la mise en œuvre de l'extension des consignes de tri a entraîné une hausse de la contribution Tri appelée aux adhérents mais une hausse des soutiens Eco-Emballage et des recettes de ventes de matière, intégralement reversées aux adhérents.

En 2021, le début de l'amortissement des travaux de l'UVE et de la politique volontariste du SYBERT d'anticiper la mise en place la gestion des biodéchets à la source expliquent la hausse.

En 2023, l'optimisation stratégique des flux, le renforcement des actions de compostage et des actions de prévention ont permis de diminuer le coût en €/habitant (diminution des tonnages) malgré l'augmentation de la TGAP et des coûts d'exploitation en augmentation.

Evolution des contributions du SYBERT appelées aux adhérents :

	2010	2015	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Coût total (€/habitant)	52,75	54,12	59,3	62,8	62,8	61,8	60,9	62,2
(Évolution)	3,70%	1,94%	1%	5.9%	0,00%	-1,60%	-1,50%	2.1%
Coût hors TGAP	52,22	52,82	58,5	61,7	61,3	60,2	59,1	59,1

Entre 2010 et 2025, le coût à l'habitant hors soutiens et TGAP est de +19 %. Sur la même période, l'inflation est de +30%.

Entre 2024 et 2025, les contributions du SYBERT n'ont pas évoluées, hors coûts de refus de tri, cependant le coût à l'habitant a augmenté.

Envoyé en préfecture le 26/10/2026
Reçu en préfecture le 26/10/2026
Publié le 26 OCT. 2026
ID : 025-252508247-20261013-2026_10_03_44-DE

B. PROPOSITION D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2027

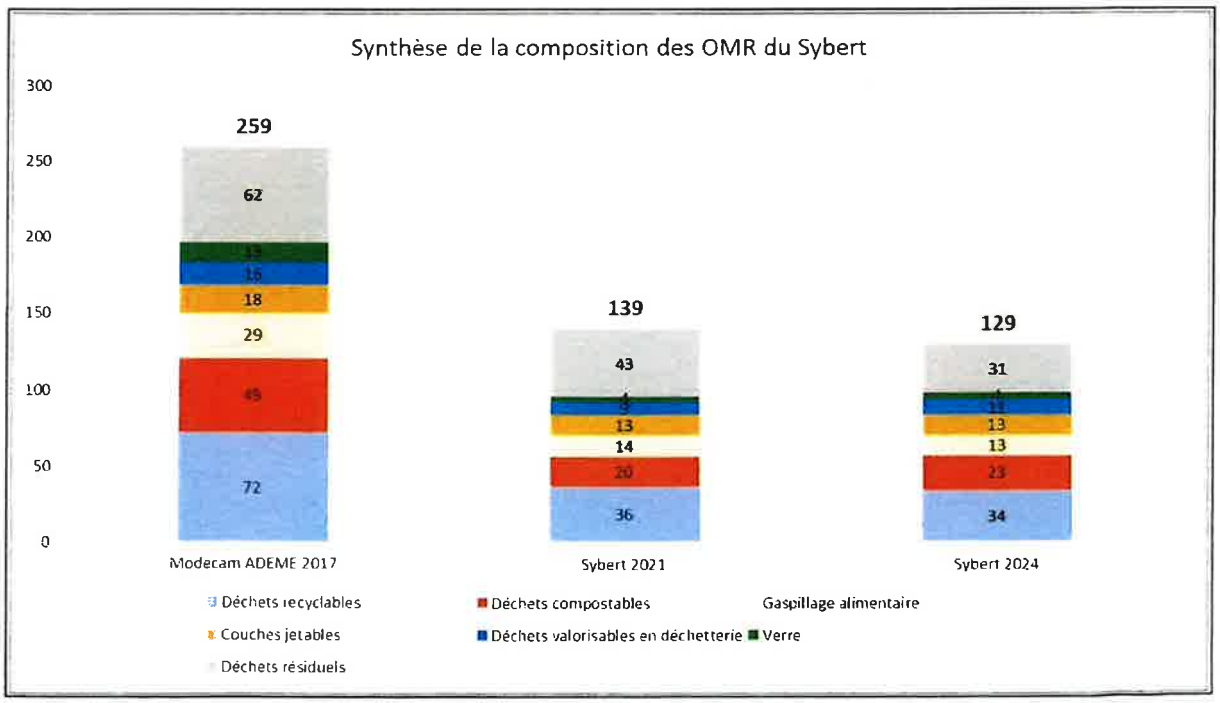
1. Les enjeux et contextes

La diminution des DMA, s'inscrit dans un contexte réglementaire (Loi AGEC, Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets) et bien sûr dans une volonté locale historique.

Diminution des DMA (Objectifs AGEC théoriques) :

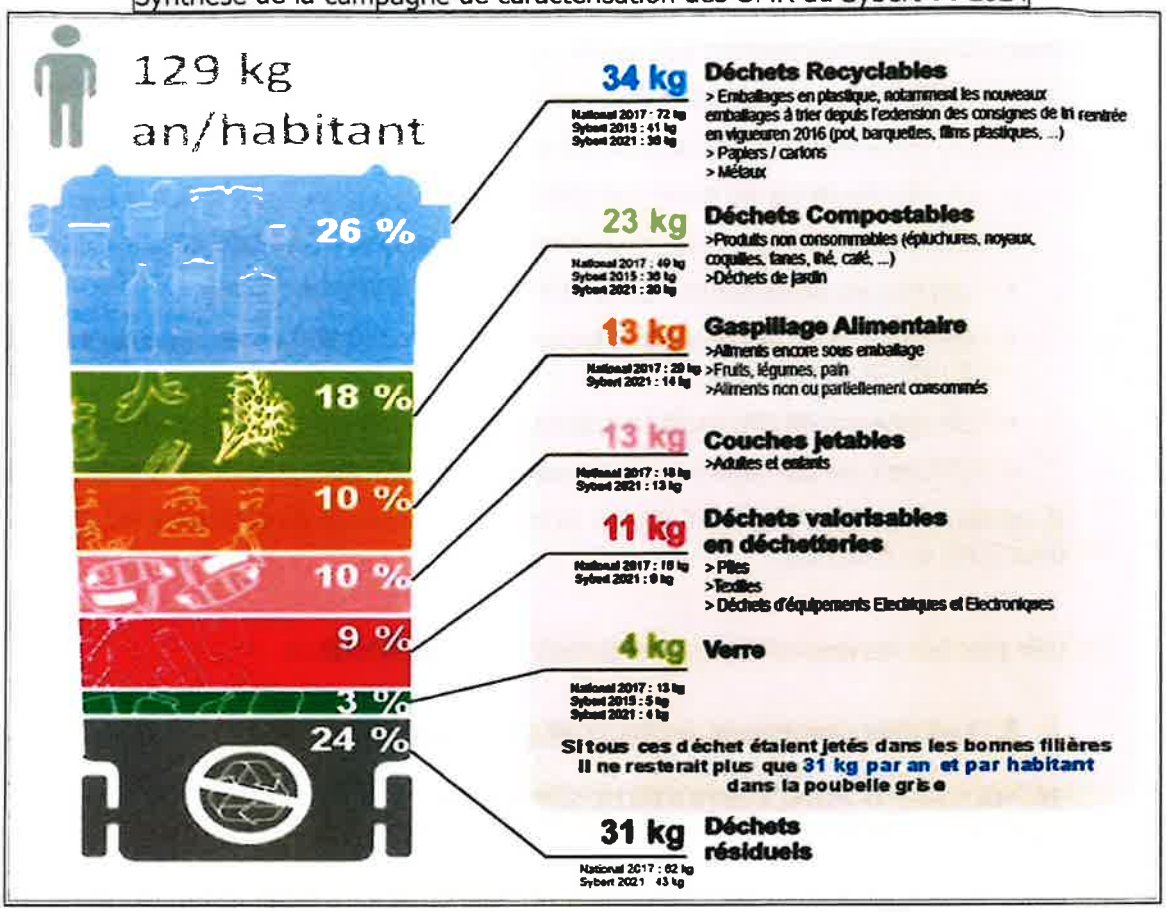
	SYBERT			Objectifs PRPGD / AGEC Déclinaison théorique	
	2010	2024	2025	2025	2031
Objectifs global région				**475kg/ hab**	**448kg/ hab**
Déclinaison SYBERT	**526 kg/hab**	**452 kg/hab**	**445,6 kg / hab**	**447kg/ hab**	**421kg/hab**
dont OMR	**204 kg/hab**	**126.8 kg/hab**	**126,5 kg/hab**	**135 kg/hab**	**131 kg/hab**
dont éco-centres (ex déchetteries)	**225 kg/hab**	**226,4 kg/hab**	**218,45 kg/hab**	**196 kg/hab**	**174 kg/hab**
Déchets Verts en éco-centres	65 kg/hab	75,7 kg/hab	71,2 kg/hab	60 kg/hab	40 kg/hab
dont DMR (avec Verre)	**97 kg/hab**	**99,2 kg/hab**	**100,6 kg/hab**	**116 kg/hab**	**116 kg/hab**

Caractérisation des OMR (pour réduction) : chiffres 2024



Envoyé en préfecture le 26/10/2026
Reçu en préfecture le 26/10/2026
Publié le 26 OCT. 2026
ID : 025-252508247-20261013-2026_10_03_44-DE

Synthèse de la campagne de caractérisation des OMR du Sybert de 2024



Maîtrise des coûts :

La maîtrise des couts s'inscrit dans un contexte inflationniste de l'ensemble des activités des prestataires (logistique / traitement / stocks...).

Des difficultés existent également sur la capacité à faire pouvant entrainer également des surcoûts.

2. Projections 2031

Prospectives Tonnage	2019	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031
OMR	31 077	**29 211**	29 065	28 920	28 775	28 631	28 488	**28 346**
DMR	15 200	**14 821**	15 000	15 000	14 925	14 850	14 776	**14 702**
Verre	8 000	**8 282**	8 200	8 150	8 100	8 050	8 000	**8 000**
Déchetterie	52 021	**52 857**	46 978	46 967	46 956	46 947	46 938	**46 930**
Total	106 298	**105 171**	99 243	99 036	98 756	98 478	98 202	**97 978**

Prospectives Kg/Hab	2019	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031
OMR	138,0	**126,5**	125,6	124,7	123,8	123,0	122,1	**121,2**
DMR	67,5	**64,2**	64,8	64,7	64,2	63,8	63,3	**62,9**
Verre	35,5	**35,9**	35,4	35,1	34,9	34,6	34,3	**34,2**
Déchetterie	231,0	**228,8**	203,0	202,5	202,1	201,6	201,2	**200,7**
Total	472	**455**	429	427	425	423	421	**419**

Habitants	225 198	230 997	231 459	231 922	232 386	232 851	233 316	233 783

Envoyé en préfecture le 26/10/2026
Reçu en préfecture le 26/10/2026
Publié le 26 OCT. 2026
ID : 025-252508247-20261013-2026_10_03_44-DE

Maîtrise des coûts :

Pour 2027, il est nécessaire d'augmenter les contributions pour suivre

- L'augmentation des coûts de traitement :
  - ✓ Sur les EC : + 200 000 € / an
  - ✓ Sur le centre de tri : + 150 000 € / an
- L'augmentation des coûts de prestation d'Emmaüs : + 67 000 € / an
- Les risques de disparition de la REP PMCB : + 1 000 000 € / an
- L'augmentation accordée à Valaxion sur l'UVE : + 250 000 € / an, puis au prochain titulaire du MPGP d'exploitation de l'UVE
- L'augmentation des coûts de transport des mâchefers : + 100 000 € / an
- L'incertitude sur les enjeux règlementaires Quota CO^2 sur l'UVE → hausse des coûts à prévoir

Il est également nécessaire d'anticiper le renouvellement de l'UVE dont la fin de vie est annoncée pour 2040 au plus tard.

Voir plus loin les propositions des contributions par compétence.

3. Les choix proposés, globaux et par activité pour 2027

EN MATIÈRE D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
Pour 2027, il est proposé de maintenir la contribution.

L'activité Administration Générale enregistre le fonctionnement institutionnel et transversal du SYBERT et la **communication institutionnelle,** à savoir **:**

- la gestion des finances et de la comptabilité, des assemblées, des marchés et des questions juridiques, des ressources humaines (interlocuteur de Grand Besançon Métropole),...
- les charges de personnel concernant le Directeur, le Pôle Administratif, le service Communication.

Concernant la communication, les facteurs à prendre en compte pour établir la contribution des adhérents sont les suivants :

- nos obligations en matière de communication envers nos adhérents, nos élus et le grand public,
- les actions de communication des différents services : valorisation organique, valorisation de matière - tri, éco-centres, prévention, usine de valorisation énergétique,
- les ressources humaines dédiées à l'activité du service.

Pour l'année 2027, il est proposé de :

- fiabiliser le nouveau site et l'application mobile.
- poursuivre la montée en puissance de notre site internet et de nos réseaux sociaux,
- poursuivre les actions de communication récurrentes des différents services,
- poursuivre les actions de communication institutionnelle : inauguration EC Ornans et JPO 2027
- améliorer les relations presse

Les dépenses communication institutionnelle sont incluses dans le budget Administration Générale et sont donc financées par la contribution Administration Générale.

Envoyé en préfecture le 26/10/2026
Reçu en préfecture le 26/10/2026
Publié le 26 OCT. 2026
ID : 025-252508247-20261013-2026_10_03_44-DE

Pour l'année 2027, il est proposé une contribution « Administration Générale / Communication » à hauteur de 3,00 € HT par habitant, équivalente à 2026.

EN MATIÈRE DE PRÉVENTION

Pour 2027, il est proposé de d'augmenter la contribution de 2.30 €/hab/an à 2.50 €/hab/an.

Concernant la prévention, de nombreux facteurs sont à prendre en compte pour établir la contribution :

- le nombre d'habitants desservis,
- le nombre d'animations dans les écoles,
- le nombre d'opérations de sensibilisations dans les événements locaux,
- l'augmentation de la fréquentation de l'espace pédagogique ainsi que la création d'un nouvel espace pédagogique
- le nombre et l'ampleur des opérations de prévention (couches, réparation, gaspillage alimentaire, piles...),
- l'efficience des opérations effectuées directement par le SYBERT (coordination, supervision, logistique, maintenance...).

Les projets associés à la lutte contre le gaspillage alimentaire et le réemploi seront intensifiés comme le déploiement des changes lavables (sensibilisation et accompagnement des professionnels, prêt du kit aux ménages).
Il est également proposé de rédiger un nouveau PLPDMA (Plan Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés), la mise en œuvre des labellisations, les animations scolaires, périscolaires ainsi que les interventions du SYBERT lors d'événements spécifiques ou « grand public », d'intensifier les visites au centre de tri et les animations au sein de l'espace pédagogique.
En complément de ces interventions, il est proposé que le SYBERT poursuive les actions courantes (vente de gobelets réutilisables, collecte de piles dans les écoles, diffusion de stop pub...).
Le SYBERT est également inscrit dans une démarche avec d'autres syndicats voisins sur 3 volets : le portage à domicile, la vente à emporter et l'événementiel en faisant la promotion de contenants lavables et réemployables.
Il est également proposé de mener une opération ponctuelle à l'occasion d'une semaine nationale (SERD).

Pour l'année 2027, il est proposé une contribution « Prévention » à hauteur de 2,50 € HT.

Projets Prévention 2027 :

- Aménagement de l'espace pédagogique du nouveau bâtiment rue Einstein
- Déploiement de la vaisselle lavable sur les événements (achat vaisselle + subvention du lavage), en vente à emporter et en portage à domicile
- Mise en œuvre d'un nouveau PLPDMA
- Projet consigne verre
- Projet Côte d'Ivoire

EN MATIÈRE DE VALORISATION ORGANIQUE

Pour 2027, il est proposé d'augmenter la contribution de 2.10 €/habitant/an à 3.50 €/habitant/an.

Concernant la valorisation organique, de nombreux facteurs sont à prendre en compte pour établir la contribution des adhérents :

- le nombre d'habitants desservis,
- le nombre de composteurs individuels distribués, fonction des demandes des ménages

Envoyé en préfecture le 26/10/2026
Reçu en préfecture le 26/10/2026
Publié 26 OCT. 2026
ID : 025-252508247-20261013-2026_10_03_44-DE

- le nombre de nouveaux sites de compostage de pied d'immeuble installés, lui-même dépendant des demandes des ménages,
- le nombre de sites de compostage en fonctionnement de quartier,
- des investissements réalisés, financés et amortis par le SYBERT,
- des subventions éventuelles,
- les actions de sensibilisation/formations réalisées,
- des contrats fourniture de matériels et de prestation d'accompagnement et notamment la révision des prix du marché,
- l'efficience des opérations effectuées directement par le SYBERT (coordination, supervision, logistique, maintenance...).

Pour l'année 2027, il est proposé de poursuivre le fonctionnement des services existants :

- continuer le déploiement des sites au regard de la réglementation
- distributions de composteurs individuels à tarif réduit,
- poursuivre le suivi des sites de compostage en pied d'immeuble et le développement de 10 à 20 nouveaux sites par an,
- poursuivre la gestion des sites de compostage de quartier existants,
- poursuivre la gestion des 9 plateformes de déchets verts,
- déploiement de composteurs de quartiers

Par ailleurs, le service mettra en œuvre des actions favorisant la biodiversité sur les espaces du SYBERT et du territoire et favorisant également la compensation carbone. (Projet Cétoine)

Pour l'année 2026, il est proposé une contribution « Valorisation organique » à hauteur de 3.50 € HT par habitant, afin de retrouver un équilibre financier sur cette compétence.

EN MATIÈRE D'ÉCO-CENTRES (EX-DÉCHETTERIES)

Pour 2027, il est proposé de maintenir le prélèvement d'une contribution de 3,00 €, qui sera affectée à l'équilibre du budget de l'Installation Tri Massification (ITM).

Concernant les éco-centres, de nombreux facteurs sont à prendre en compte pour établir la contribution des adhérents :

- le tonnage entrant, lui-même dépendant des apports des ménages et autres usagers
- les investissements réalisés, financés et amortis par le SYBERT
- l'attribution ou non d'éventuelles subventions
- les nouveaux contrats de prestation de service d'accueil des usagers, de transport/traitement des déchets ou la révision annuelle des prix
- l'évolution fluctuante des coûts de reprise des matières en fonction des cours mondiaux (métaux, cartons, batteries, ...)
- le montant des soutiens versés par les éco-organismes pour les filières REP (mobilier, déchets dangereux, D3E, ...)
- l'efficience des opérations effectuées directement par le SYBERT (coordination, supervision, logistique, maintenance...)

Pour l'année 2027, il est proposé de poursuivre :

- le déploiement des nouvelles Responsabilités Elargies des Producteurs (REP)
- la massification
- l'amélioration des moyens de lutte contre l'incendie de certains éco-centres
- la rénovation des locaux sociaux sur certains éco-centres

Envoyé en préfecture le 26/10/2026
Reçu en préfecture le 26/10/2026
Publié le 26 OCT. 2026
ID : 025-252508247-20261013-2026_10_03_44-DE

Pour l'année 2027, il est proposé une contribution « éco-centres » de 20,50 € HT par habitant, identique à celle de 2026.

EN MATIÈRE DE VALORISATION DE MATIÈRE - TRI

Pour 2027, il est proposé d'augmenter la contribution au niveau de 135 €/tonnes traitée à 137€/tonne traitée

Pour rappel, le chantier Flux Développement réalisé en 2025 sur le centre de tri avait pour but une mise en conformité vs les exigences CITÉO. Sa réalisation a permis le maintien des aides CITÉO, elle ne génère aucune recette supplémentaire.

Concernant le centre de tri, de nombreux facteurs sont à prendre en compte pour établir la contribution des adhérents :

- le tonnage entrant, lui-même dépendant des apports des ménages et autres usagers
- les investissements réalisés, financés et amortis par le SYBERT
- le contrat avec l'entreprise d'insertion qui emploie et met à disposition les valoristes
- le niveau d'exigence des repreneurs matières en terme de pureté
- l'évolution fluctuante des coûts de reprise des matières en fonction des cours mondiaux
- l'augmentation importante des risques liés aux départs de feu
- l'augmentation des coûts de l'énergie

Pour l'année 2027, il est proposé de poursuivre :

- la mise en œuvre du flux développement (amélioration des taux de captation et de pureté)
- les études internes pour améliorer les performances du centre de tri

Pour l'année 2027, il est donc proposé une contribution « Tri » de 137 € HT par tonne, pour suivre la hausse des coûts de traitement.

EN MATIÈRE DE GESTION DE L'ITM

Pour l'année 2027, il est donc proposé le maintien d'une contribution « ITM » de 3 € HT par habitant.

Pour continuer à assurer les transports entrer les éco centres et l'ITM, l'acquisition d'un camion supplémentaire est à prévoir

EN MATIÈRE DE VALORISATION ÉNERGÉTIQUE

Pour 2027, il est proposé d'augmenter la contribution à la tonne au niveau de 153€/tonne traitée à 155 €/tonne traitée.

Concernant la valorisation énergétique de nombreux facteurs sont à prendre en compte pour établir la contribution des adhérents :

- le tonnage entrant, lui-même dépendant des apports des adhérents et des clients,
- la disponibilité des lignes, elle-même dépendante de l'exploitation de l'UVE et des travaux devant être réalisés,
- des investissements réalisés, financés et amortis par le SYBERT,
- le contrat de prestation de service d'exploitation dont les coûts ont augmenté,
- du coût de reprise de l'énergie (vapeur) et de la matière (métaux),
- l'efficience des opérations effectuées directement par le SYBERT (supervision, surveillance),
- de la TGAP fixée par l'Etat.

Envoyé en préfecture le 26/10/2026
Reçu en préfecture le 26/10/2026
Publié 26 OCT. 2026
ID : 025-252508247-20261013-2026_10_03_44-DE

Pour l'année 2027, il est proposé une contribution Valorisation énergétique » de 155 € HT par tonne, permettant de suivre les augmentations accordées à VALAXION.

AU TITRE DU CONTRAT UNIQUE CITÉO
Il est rappelé que le SYBERT est titulaire du contrat avec CITÉO.

Dans un souci de lisibilité, une activité, identifiée budgétairement a été créée ; elle affiche les soutiens reçus de CITÉO et les ventes de matières en recettes et les reversements de ces recettes aux 3 membres du SYBERT, de matière équilibrée.

4. Orientations Budgétaires 2027 et Plan Pluriannuel d'Investissement et de fonctionnement (PPIF) 2027-2031

a. Préambule de cadrage

Durant cette période, le SYBERT va faire face à une hausse de ses coûts de fonctionnement :

- Augmentation des coûts de transport et des coûts de traitement
- Risques liés à l'avenir de certaines REP, en difficultés
- Renouvellement du marché d'exploitation de l'UVE (MPGP) avec un risque fort d'augmentation importante des coûts de prestation
- Anticipation du financement d'un éventuel nouvel UVE à l'horizon 2040 (étude en cours) incluant ou non la captation de CO^2

Par ailleurs, le SYBERT devra poursuivre sa politique d'investissements pour :

- Améliorer les performances du centre de tri afin de suivre les exigences des éco-organismes
- Faire évoluer ses éco-centres pour respecter les exigences réglementaires
- Traiter en autonomie les déchets verts issus des éco-centres

De plus, l'établissement d'un schéma directeur des activités du SYBERT à l'horizon fin 2040 doit permettre d'établir un état des lieux de la production et du traitement des déchets et surtout de leurs perspectives d'évolution (fermeture d'installations, modification de capacité, création de nouveaux sites ou de nouvelles filières) sur le territoire du SYBERT et autour de ce territoire.

L'objectif est d'obtenir une aide à la décision, sous forme d'analyse détaillée de scénarios, concernant le devenir de l'incinération des OMR sur le territoire du SYBERT et d'une réflexion prospective concernant le développement de nouveaux outils industriels de traitement sur le territoire, dans une logique d'économie circulaire et de traitement de proximité des déchets générés sur le territoire, en particulier les déchets verts.

La prospective est à élaborer sur les 15 prochaines années (horizon 2040) et doit intégrer, dans sa réflexion, une logique de réduction des déchets à la source et de transition vers l'économie circulaire.

Potentiellement des projets pourraient s'avérer pertinents à un horizon de moins de 5 ans, et donc venir alimenter les besoins en investissements des prochaines années.

Envoyé en préfecture le 26/10/2026
Reçu en préfecture le 26/10/2026
Publié le 26 OCT. 2026
ID : 025-252508247-20261013-2026_10_03_44-DE

b. Rappel des contributions et évolutions envisagées

	2010	2015	2020	2021	2022	2023	2024	2025
administration (€/hab)	2,97	2,45	2,84	2.84	3	3	3	3
prévention (€/hab)	0,45	0,73	1,12	1,8	2,3	2,3	2,3	2,3
éco-centres (€/hab)	19,45	22,51	23,5	23,5	23,5	23,5	23,5	20,5
ITM (€/hab)								3
Valo Organique (€/hab)	0,44	1,5	1,55	1,8	2,1	2,1	2,1	2,1
TRI (€/t)	164,64	146,45	135	137	135	135	135	135
Valo Energétique (€/t)	85	98,5	149,5	160	160	157	153	153
TGAP incinération (€/t)	2,6	4,11	6	8	11	12	14	15
provision (€/hab)	0	1	0	0	0	0	0	0
coût total (€/hab)	**52,8**	**54,1**	**59,3**	**62,8**	**62,8**	**61,8**	**60.9**	**64.1**
(évolution %)	*3,68%*	*1,94%*	*1%*	*5.9%*	*0%*	*-1.6 %*	*-1.5%*	*2.2%*
(évolution €)		1,03 €	0,60 €	3,50 €	0 €	-1,00 €	-0.90€	3.2€
Coût hors TGAP	52,22	52,82	58,5	61,7	61,3	60,2	59.1	62.18

Perspectives d'évolutions :

Hypothèses niveaux contributions	2026	2027	2028	2029	2030	2031
Eco-centres (€ / hab)	20,50	20,50	20,50	21,00	21,00	21,00
Prévention (€ / hab)	2,30	2,50	2,70	3,00	3,00	3,00
Administration / Communication (€ / hab)	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00
Valorisation organique (€ / hab)	2,10	3,50	3,50	3,50	3,50	3,50
ITM (€ / hab)	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00
Valorisation matière (€ / t)	135,00	137,00	138,00	139,00	139,00	139,00
Valorisation énergétique (€ / t)	153,00	155,00	157,00	170,00	170,00	170,00
TGAP incinération (€ / t)	16,00	17,00	18,00	19,00	20,00	21,00
Coûts (€ / hab)	60,87	62,98	63,62	66,24	66,37	66,49

Bilan :

	Sur 15 ans	Sur 5 ans
Inflation	+30%	+15,4%
Coût €/Habitant	+19%	+6.3%
Écart	**-11%**	**-9.1%**

Envoyé en préfecture le 26/10/2026
Reçu en préfecture le 26/10/2026
Publié le 26 OCT. 2026
ID : 025-252508247-20261013-2026_10_03_44-DE

Les nouvelles hypothèses principales :

Prospectives Tonnage	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031
OMR	**29 211**	29 065	28 920	28 775	28 631	28 488	**28 346**
DMR	**14 821**	15 000	15 000	14 925	14 850	14 776	**14 702**
Verre	**8 282**	8 200	8 150	8 100	8 050	8 000	**8 000**
Déchetterie	**52 857**	46 978	46 967	46 956	46 947	46 938	**46 930**
Total	**105 171**	99 243	99 036	98 756	98 478	98 202	**97 978**

Prospectives Kg/Hab	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031
OMR	**126,5**	125,6	124,7	123,8	123,0	122,1	**121,2**
DMR	**64,2**	64,8	64,7	64,2	63,8	63,3	**62,9**
Verre	**35,9**	35,4	35,1	34,9	34,6	34,3	**34,2**
Déchetterie	**228,8**	203,0	202,5	202,1	201,6	201,2	**200,7**
Total	**455**	429	427	425	423	421	**419**

Habitants	230 997	231 459	231 922	232 386	232 851	233 316	233 783

La diminution sensible des OMR s'explique par l'intensification de la gestion des biodéchets à la source, par le compostage de proximité et les actions de prévention (transfert notamment vers le bac jaune).

La diminution progressive des déchets en éco-centres est liée à l'augmentation du réemploi en ressourceries ou autres filières, à l'augmentation du traitement des déchets verts en proximité et à la diminution des déchets inertes.

c. Autres paramètres (population)

Les contributions Eco-centres, Prévention, Valorisation Organique, Administration Générale et désormais ITM sont appelées par habitant (population municipale) ; il est proposé de prendre les valeurs ci-dessous issues de l'étude sur l'avenir de l'UVE et qui tiennent compte de perspectives de l'INSEE et des SCOT

	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031
Habitants	230 997	231 459	231 922	232 386	232 851	233 316	233 783

d. Évolution prévisionnelle des dépenses et recettes, en fonctionnement et investissement.

Au regard des propositions d'éléments de prospective ci-dessus, les tendances d'évolution pour le budget 2027 et les 4 années suivantes sont évaluées comme présenté ci-dessous.

Les paramètres financiers intégrés sont *principalement* :

- Un recensement de charges et de recettes de fonctionnement courant, selon les paramètres ci-dessus et tenant compte, notamment, de l'évolution du marché global de performance actuel sur l'exploitation de l'usine d'incinération sur ses 2 dernières années et une estimation du coût du futur contrat à compter de fin 2028, des coûts d'exploitation effectifs de l'éco-centre sur la commune d'Ornans (prestations, entretien, personnel, ...), des hypothèses de révisions de prix des différents marchés de transport et de traitement, mais également sur tous les autres contrats du SYBERT (maintenance, entretien, service,...), une hypothèse de maintien des charges de personnel,

Envoyé en préfecture le 26/10/2026
Reçu en préfecture le 26/10/2026
Publié le 26 OCT. 2026
ID : 025-252508247-20261013-2026_10_03_44-DE

- le profil d'extinction de valeur du patrimoine actuel, dont l'amortissement sur 20 ans des travaux de modernisation de l'usine d'incinération, mais également une projection des amortissements à prendre en compte, au regard du programme d'investissement détaillé ci-après
- le profil d'extinction de la dette (capital et intérêts) actualisé à septembre 2027.
- Une simulation de Compte Administratif 2026, établi à début septembre 2026.

La prospective et l'équilibre de fonctionnement : budget 2027 et prospective à 2031.

La présente prospective de fonctionnement calcule le besoin de financement par reprise de l'excédent de fonctionnement ***minimum,*** pour assurer l'équilibre réglementaire de la section de fonctionnement, opérations d'ordre comprises.

	Budget 2026 après BS+DM1	Simulation CA 2026	2027	2028	2029	2030	2031
Charges de gestion courante	12 085 010	12 000 000	11 927 680	12 074 246	12 674 248	12 750 526	12 868 780
Charges de personnel	4 300 000	4 020 000	4 050 000	4 100 000	4 100 000	4 150 000	4 150 000
Subventions, autres charges et indemnités élus	4 252 520	4 200 000	3 819 985	3 820 385	3 819 985	3 819 985	3 820 005
Frais financiers	333 000	300 000	451 500	488 500	563 550	645 050	731 050
Dette actuelle	*333 000*	*300 000*	*301 000*	*254 000*	*209 000*	*168 000*	*128 000*
Impact nouvelle dette - hypothèse 15 ans -3,50%	*0*	*0*	*150 500*	*234 500*	*354 550*	*477 050*	*603 050*
Charges exceptionnelles	7 105	4 000	7 105	7 105	7 105	7 105	7 105
TOTAL DEPENSES FONCTIONNEMENT REEL	**20 977 635**	**20 524 000**	**20 256 270**	**20 490 236**	**21 164 888**	**21 372 666**	**21 576 940**
Variation (budget à budget)			***-3,4%***	***1,2%***	***3,3%***	***1,0%***	***1,0%***
Ventes de matières et services	4 641 643	4 600 000	4 707 410	4 810 162	4 915 120	5 032 345	5 147 901
Contributions des membres	14 397 759	14 397 759	14 645 243	14 740 880	15 290 882	15 266 237	15 241 852
TGAP à recevoir	583 500	583 500	583 500	583 500	583 500	583 500	583 500
Autres produits courants et exceptionnels	425 146	443 944	0	0	0	0	0
Autres participations à percevoir et autres produits	3 940 936	3 930 000	3 815 000	3 815 000	3 815 000	3 815 000	3 815 000
TOTAL RECETTES FONCTIONNEMEMENT REEL	**23 988 984**	**23 955 203**	**23 751 153**	**23 949 542**	**24 604 502**	**24 697 082**	**24 788 253**
Variation (budget à budget)			***-1,0%***	***0,8%***	***2,7%***	***0,4%***	***0,4%***
EPARGNE BRUTE avant reprise du résultat N-1	**3 011 349**	**3 431 203**	**3 494 883**	**3 459 306**	**3 439 614**	**3 324 416**	**3 211 313**

Opérations d'ordre (dépenses et recettes)	**Budget 2026 après BS+DM1**	**Simulation CA 2026**	**2027**	**2028**	**2029**	**2030**	**2031**
Dotations aux amortissements immobilisations dont sur les travaux de l'UVE à partir de 2026 (phase 1 puis phase 2)	4 600 000	4 600 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000
Dotations aux amortissements subventions	263 000	263 000	263 000	263 000	263 000	263 000	263 000
Autres opérations d'ordre (patrimoniales)	2 879 329	2 879 329	0	0	0	0	0

Dépenses de fonctionnement : budget 2027 et prospective à 2031

Les dépenses de la section de fonctionnement comprennent les charges à caractère général (fournitures, entretien, prestations de services, communication, ...), les charges de personnel remboursées à Grand Besançon Métropole, ainsi que les frais annexes (service du Parc Auto Logistique, Direction des services informatiques, Pôle RH, ...), les indemnités des élus, les subventions et prix versés, d'autres charges courantes (créances irrécouvrables, pénalités, ...) et les frais financiers.

Ces derniers tiennent, ici, compte du profil d'amortissement de la dette actuelle du SYBERT et d'une hypothèse d'emprunt, année par année, issue du programme d'investissement (durée moyenne de 15 ans et taux à 3,50%)

Recettes de fonctionnement : budget 2027 et prospective à 2031.

Les recettes de fonctionnement, outre les contributions et les ventes de matières et prestations de service (valorisation énergétique, tri) sont notamment constituées des ventes de composteurs, de changes lavables, de gobelets réutilisables, de la TGAP perçue sur les prestations d'incinération, ...

Au titre des flux financiers CITÉO, les recettes sont constituées des ventes de matières et des soutiens perçus de CITÉO.

Envoyé en préfecture le 26/10/2026
Reçu en préfecture le 26/10/2026
Publié le 26 OCT. 2026
ID : 025-252508247-20261013-2026_10_03_44-DE

Les recettes de l'activité 809 « CITÉO » sont estimées, à ce stade, à 3,7 M€ par an, sur toute la période du PPIF, dans la continuité des prospectives antérieures. Une réflexion sur les modalités de reversements aux adhérents est en cours.

Dépenses d'investissement et leur financement : budget 2027 et prospective à 2031.

Le SYBERT dispose de deux Autorisations de Programme : une relative aux travaux de modernisation de l'usine de valorisation énergétique ; elle a été prorogée sur 2026 et devrait se clore, avec les derniers paiements, courant 2027 et une, ouverte en 2025, portant sur la construction d'un nouvel éco-centre à Ornans. Cette dernière devrait se clore fin 2026 ou début 2027, avec les derniers marchés sur marchés.

La ligne GER « Gros Entretien Renouvellement » est, ici, identifiée pour chacune des compétences ; elle comprend le « GER » contractuel, issu du marché global de performance sur la modernisation et l'exploitation de l'usine de valorisation énergétique, le renouvellement d'équipements (colonnes huile, défibrillateurs, ...), l'entretien des éco-centres, chalets de compostage, chaîne de tri, ...

Dans le PPIF actuel, aucune opération n'affiche, par prudence, de subvention d'investissement à recevoir.
Les autres modes de financement sont les dotations aux amortissements, l'autofinancement et l'emprunt.

Envoyé en préfecture le 26/10/2026
Reçu en préfecture le 26/10/2026
Publié le 26 OCT. 2026
ID : 025-252508247-20261013-2026_10_03_44-DE

Programme d'investissement proposé 2027-2031

OPERATIONS D'EQUIPEMENTS	BP + BS 2026	2027	2028	2029	2030	2031
801 - Eco-centres	**4 268 657**	**554 000**	**449 480**	**195 370**	**381 277**	**182 203**
801 - Achat terrain éco-centre Pouilley les Vignes	229 000					
801 - AP-CP Construction éco-centre Ornans	3 144 176					
801 - Aménagement de sites	83 500	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000
801 - Plateforme de déchets verts sur éco-centres Saône et Pirey	80 000	60 000	200 000		200 000	
801 - Rénovation vestiaires Tilleroyes et autres sites	50 000					
801 - Panneaux entrée éco-centres	7 500					
801 - Aménagement de zones de récupération	40 000	40 000		40 000		
801 - Travaux aménagement REP PMCB 3 sites						
801 - Réfection puits perdu 2 sites	30 000	30 000				
801 - Création zones de stockage sur 3 sites	60 000					
801 - GER et reports de 2025	544 481	64 000	94 480	75 370	96 277	97 203
801 - Logiciel de gestion de planning en éco-centres		15 000				
801 - TRANSMAT nouveau avec bras tasseur ou bennes compactrices et remise en état de l'actuel TRANSMAT		150 000		30 000		
801 - Véhicules pour coordonnateurs (renouvellement)		35 000			35 000	35 000
801 - Défense incendie : acquisitions foncières et travaux d'aménagement		80 000	80 000			
801 - Conception des plans des réseaux en HD		30 000	25 000			
802 - Prévention	**550 000**	**510 000**	**160 200**	**10 404**	**10 612**	**10 824**
802 - Travaux équipement nouveau local - parcours pédagogique	540 000	500 000	150 000			
802 - Outillages et matériels techniques (contenants réemployables pour consignes)	10 000	10 000	10 200	10 404	10 612	10 824
803 - Valorisation énergétique	**2 030 770**	**1 335 053**	**1 195 877**	**1 601 703**	**1 301 703**	**1 301 703**
803 - BREF travaux et/ou équipements et reports 2025	65 953					
803 - Subvention GBM convention DME	31 813	31 813	31 813	31 813	31 813	31 813
803 - Gestion eau plateforme mâchefers (étude puis travaux)	20 000			300 000		
803 - GER	913 004	1 058 240	1 164 064	1 269 890	1 269 890	1 269 890
803 - AP-CP Modernisation UVE dans le cadre du MGP	1 000 000	200 000				
803 - Travaux déplacement analyseurs dans BT2 climatisé UVE		45 000				
804 - Tri	**1 500 635**	**163 000**	**1 538 760**	**539 535**	**540 326**	**1 541 132**
804 - Equipements maintenance préventive et prédictive	15 000	15 000	15 300	15 606	15 918	16 236
804 - GER et reports de 2025	49 494	23 000	23 460	23 929	24 408	24 896
804 - FIRE ROVER	229 802					
804 - Panneaux photovoltaïques	773 589					
804 - Travaux flux développement centre de tri	349 750					
804 - Equipements pour chaine de tri		110 000				
804 - Modernisation du centre de tri			1 500 000	500 000	500 000	1 500 000
804 - Caisson compacteur de refus de tri		15 000				
804 Climatisation de la cabine de tri	83 000					
805 - Administration générale Communication	**4 800**	**2 100**	**1 326**	**1 352**	**1 379**	**1 407**
805 - Matériels communication	3 700	1 000	204	208	212	216
805 - GER	1 100	1 100	1 122	1 144	1 167	1 191
807 - Valorisation organique	**99 260**	**131 000**	**177 170**	**1 016 343**	**1 050 520**	**44 201**
807 - Compostage de proximité - nouveaux sites	3 500	4 000	3 000	2 000	1 000	
807 - Véhicules pour maîtres composteurs	15 000	30 000			35 000	35 000
807 - Matériels et outillages	5 000	2 500	2 500	2 500	2 500	
807 - Engin de retournement / transfert + remorque	6 000	5 000	3 000	3 000	3 000	
807 - Développement logiciel de reporting	8 000					
807 - Broyeur sur remorque						
807 - Projet CETOINE (terrassement, plantations,...)	40 000	30 000	10 000			
807 - Divers mobiliers et informatiques	2 000	1 000				
807 - GER	19 760	8 500	8 670	8 843	9 020	9 201
807 - Plateforme de compostage		50 000	150 000	1 000 000	1 000 000	
808 - Installation Tri Massification Logistique	**215 100**	**308 000**	**24 240**	**54 725**	**25 219**	**25 724**
808 - Divers travaux et aménagement ITM	30 000					
808 - Nouveaux camions	150 000	250 000				
808 - GER	35 100	28 000	24 240	24 725	25 219	25 724
808 - Travaux rétrofit du pont-bascule		30 000		30 000		
TOTAL BUDGETE	**8 669 222**	**3 003 153**	**3 547 053**	**3 419 432**	**3 311 036**	**3 107 194**
TOTAL HYPOTHESE DE REALISATION 2026	***8 000 000***					

Au regard de la prospective de fonctionnement et de la programmation des grands projets d'investissement sur 5 ans, il semble pertinent de commencer par assurer l'équilibre de la section de fonctionnement (« effet ciseau » à prévoir à court terme) et de conserver un « stock » d'excédent à reporter, pour couvrir tout aléa de fonctionnement, puis de définir le besoin de financement des opérations d'investissement, lissées sur les 5 ans de la prospective.
Ce besoin de financement est couvert, en 1er lieu, par le solde des excédents cumulés des années antérieures éventuels, puis par l'affectation du solde de l'excédent de fonctionnement de l'exercice

Envoyé en préfecture le 26/10/2026
Reçu en préfecture le 26/10/2026
Publié le 26 OCT. 2026
ID : 025-252508247-20261013-2026_10_03_44-DE

n-1 disponible – mis en œuvre possible seulement après le vote du Compte Administratif et la définition des résultats N-1.
Le solde de l'excédent de fonctionnement, après cette affectation, complétera le recours à l'emprunt, par voie d'autofinancement.

Comme les années précédentes, outre le respect des équilibres par section, il est proposé de ne pas dépasser, en termes de prospective, un ratio de désendettement supérieur à 7 ans (capital restant dû / épargne nette).
La programmation d'investissement ci-dessous et la prospective en fonctionnement répondent à cette exigence.

	Budget 2026 après BS+DM1	Simulation CA 2026	2027	2028	2029	2030	2031
TOTAL DEPENSES FONCTIONNEMENT REEL	20 977 635	20 524 000	20 256 270	20 490 236	21 164 888	21 372 666	21 576 940
Variation (budget à budget)			*-3,4%*	*1,2%*	*3,3%*	*1,0%*	*1,0%*
TOTAL RECETTES FONCTIONNEMEMENT REEL	23 988 984	23 955 203	23 751 153	23 949 542	24 604 502	24 697 082	24 788 253
Variation (budget à budget)			*-1,0%*	*0,8%*	*2,7%*	*0,4%*	*0,4%*
EPARGNE BRUTE avant reprise du résultat N-1	**3 011 349**	**3 431 203**	**3 494 883**	**3 459 306**	**3 439 614**	**3 324 416**	**3 211 313**

Opérations d'ordre (dépenses et recettes)	Budget 2026 après BS+DM1	Simulation CA 2026	2027	2028	2029	2030	2031
Dotations aux amortissements immobilisations dont sur les travaux de l'UVE à partir de 2026 (phase 1 puis phase 2)	4 600 000	4 600 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000
Dotations aux amortissements subventions	263 000	263 000	263 000	263 000	263 000	263 000	263 000
Autres opérations d'ordre (patrimoniales)	2 879 329	2 879 329	0	0	0	0	0
EQUILIBRE SECTION DE FONCTIONNEMENT	**900 132**	**1 319 986**	**788 955**	**839 442**	**1 242 336**	**1 620 987**	**1 856 597**

	Budget 2026 après BS+DM1	Simulation CA 2026	2027	2028	2029	2030	2031
Dépenses d'investissement (cf. programmation)	8 669 223	8 000 000	3 003 153	3 547 053	3 419 432	3 311 036	3 107 194
Déficit d'investissement N-1 repris	1 569 256	1 569 256	0	0	0	0	0
TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT REEL	**10 238 479**	**9 569 256**	**3 003 153**	**3 547 053**	**3 419 432**	**3 311 036**	**3 107 194**
Variation			*-69%*	*18%*	*-4%*	*-3%*	*-6%*
Subventions d'investissement à recevoir	800 300	808 158	0	0	0	0	0
Affectation du résultat N-1 en investissement	2 400 184	2 400 184	0	0	0	0	0
TOTAL RECETTES INVESTISSEMENT REEL	**3 200 484**	**3 208 342**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
BESOIN DE FINANCEMENT	**5 265 995**	**3 268 928**	**1 282 864**	**1 890 278**	**1 466 429**	**1 217 716**	**623 264**
Financement par autofinancement	*900 132*	*-1 031 072*	*-1 117 136*	*-1 539 722*	*-2 033 571*	*-2 382 284*	*-2 776 736*
Financement par emprunt	*4 365 863*	*4 300 000*	*2 400 000*	*3 430 000*	*3 500 000*	*3 600 000*	*3 400 000*
Remboursement en capital de la dette	2 565 000	2 565 000	2 805 667	2 919 667	3 026 333	3 264 667	3 109 667
Dette actuelle (profil d'extinction)	*2 565 000*	*2 565 000*	*2 519 000*	*2 473 000*	*2 351 000*	*2 356 000*	*1 961 000*
Impact de la nouvelle dette - hypothèse 15 ans	*0*	*0*	*286 667*	*446 667*	*675 333*	*908 667*	*1 148 667*
VALEUR SECTION D'INVESTISSEMENT	**15 945 808**	**15 276 585**	**6 071 820**	**6 729 720**	**6 708 765**	**6 838 703**	**6 479 861**
EPARGNE NETTE	**446 349**	**866 203**	**689 217**	**539 640**	**413 281**	**59 749**	**101 646**
Capital restant dû au 1er janvier N	17 728 354	17 728 351	19 463 351	19 057 684	19 568 018	20 041 684	20 377 018
RATIO DE DESENDETTEMENT	**5,9**	**5,2**	**5,6**	**5,5**	**5,7**	**6,0**	**6,3**

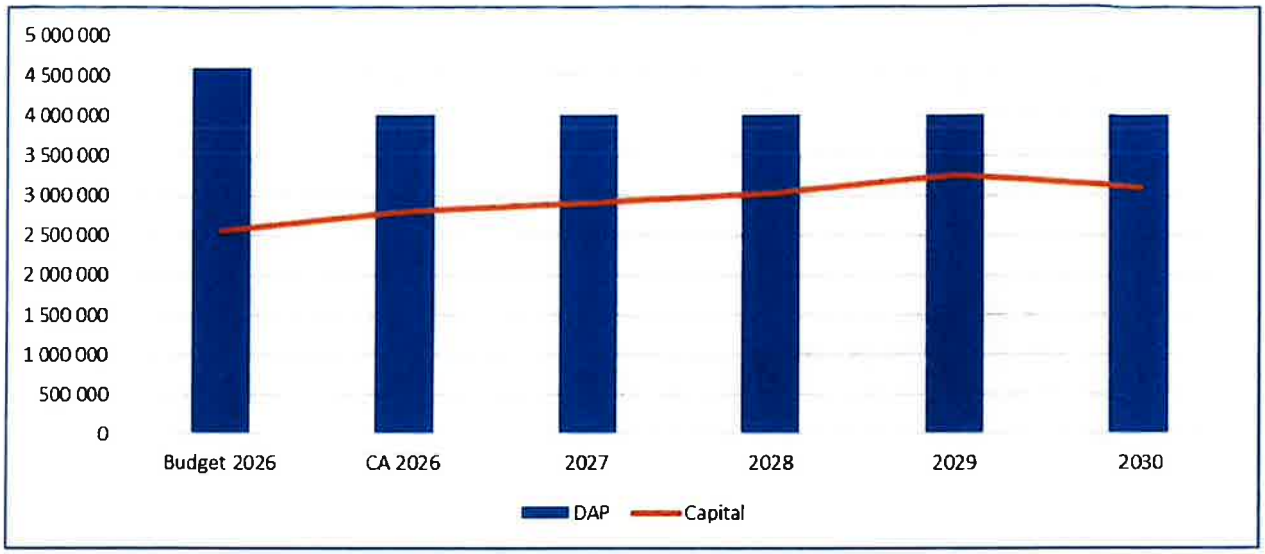
Envoyé en préfecture le 26/10/2026
Reçu en préfecture le 26/10/2026
Publié le 26 OCT. 2026
ID : 025-252508247-20261013-2026_10_03_44-DE

Épargne brute et épargne nette : budget 2027 et prospective à 2031.

L'épargne brute est la différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement, y compris les intérêts de la dette ; elle permet la couverture du remboursement en capital des emprunts et la capacité, ensuite, à investir ; l'épargne nette est l'épargne brute défalquée des annuités en capital des emprunts.

Vérification de la couverture du remboursement en capital de la dette par les ressources propres et principalement les dotations aux amortissements, sur le PPIF 2027-2031 proposé :

Amortissement technique et amortissement du capital



e. Structure et gestion de l'encours de dette à horizon 2027 et 2031

➢ **État de la dette du SYBERT à fin 2026**

- l'encours de dette sera de 15 307 274 €, *hors emprunt 2026 en cours de calcul, selon une simulation de Compte Administratif 2026*
- Tout l'encours de dette du SYBERT est A1 « Risque faible » selon la Charte de bonne conduite dite de « GISLER »
- le taux moyen sera de 2,07 % (contre 1,97% fin 2025)
- il comprend 16 lignes avec 4 établissements bancaires (hors emprunt 2026)
- la durée de vie résiduelle sera de 7 ans et 9 mois
- la durée de vie moyenne : 4 ans

Répartition par type de taux à fin 2026 (hors emprunt 2026 en cours de calcul) :

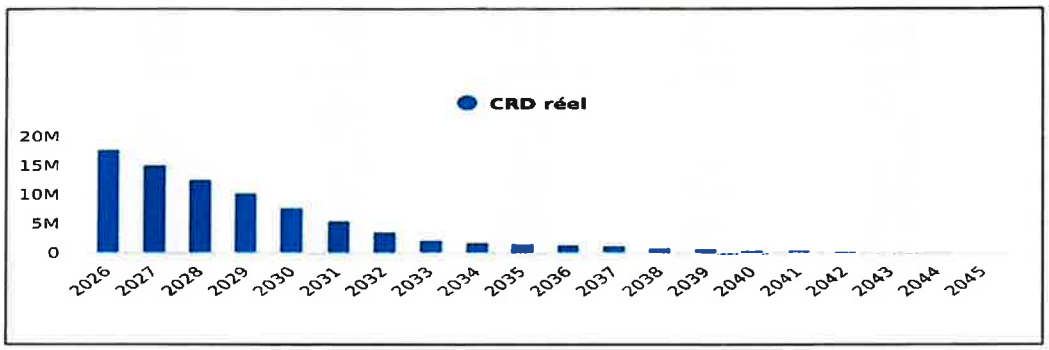
Type	Encours	% d'exposition	Taux moyen (ExEx,Annuel)
Fixe	13 953 940 €	91,16%	1,92%
Variable	1 353 334 €	8,84%	3,66%
Ensemble des risques	**15 307 274 €**	**100,00%**	**2,07%**

Envoyé en préfecture le 26/10/2026
Reçu en préfecture le 26/10/2026
Publié le 26 OCT. 2026
ID : 025-252508247-20261013-2026_10_03_44-DE

Répartition par prêteur avant emprunt 2026 :

Prêteur	CRD	% du CRD
SFIL CAFFIL	7 354 568 €	48,05%
SOCIETE GENERALE	4 314 286 €	28,18%
CREDIT FONCIER DE FRANCE	2 663 334 €	17,40%
CAISSE D'EPARGNE	975 086 €	6,37%
Ensemble des prêteurs	**15 307 274 €**	**100,00%**

Sans nouvel emprunt, la dette actuelle du SYBERT s'éteint en 2045.



La dette actuelle, avec une hypothèse de mobilisation d'un emprunt en 2026 de 4,3 M€ - à confirmer par l'actualisation régulière des simulations de CA - et du besoin de financement défini par le présent PPIF 2027-2031, indique un profil d'extinction à 2026 :

	CA 2026	2027	2028	2029	2030	2031
Capital restant dû en début de période	17 728 354	19 463 351	19 057 684	19 568 018	20 041 684	20 377 018
Capital amorti	2 565 000	2 805 667	2 919 667	3 026 333	3 264 667	3 109 667
Intérêts estimés	300 000	451 500	488 500	563 550	645 050	731 050
Annuité	*2 865 000*	*3 257 167*	*3 408 167*	*3 589 883*	*3 909 717*	*3 840 717*
Capital restant dû en fin de période	19 463 351	19 057 684	19 568 018	20 041 684	20 377 018	20 667 351

L'encours de dette projeté de fin d'année 2026 serait d'environ 19,5 M€, au regard du capital restant dû de la dette actuelle à fin 2026 et de 20,7 M€ à fin 2031.

Envoyé en préfecture le 26/10/2026
Reçu en préfecture le 26/10/2026
Publié le 26 OCT. 2026
ID : 025-252508247-20261013-2026_10_03_44-DE

➢ **Prospective sur la charge de la dette, selon le PPIF 2027-2031 proposé**

	CA 2026	2027	2028	2029	2030	2031
Remboursement dette actuelle en capital	2 565 000	2 519 000	2 473 000	2 351 000	2 356 000	1 961 000
Remboursement dette actuel en intérêts	300 000	301 000	254 000	209 000	168 000	128 000
Annuité brute antérieure	*2 865 000*	*2 820 000*	*2 727 000*	*2 560 000*	*2 524 000*	*2 089 000*
Capital nouveau selon prospective		286 667	446 667	675 333	908 667	1 148 667
Intérêts nouveaux selon prospective		150 500	234 500	354 550	477 050	603 050
Annuité nouvelle		*437 167*	*681 167*	*1 029 883*	*1 385 717*	*1 751 717*
Remboursement en capital total	2 565 000	2 805 667	2 919 667	3 026 333	3 264 667	3 109 667
Remboursement en intérêts total	300 000	451 500	488 500	563 550	645 050	731 050
Annuité totale selon prospective	*2 865 000*	*3 257 167*	*3 408 167*	*3 589 883*	*3 909 717*	*3 840 717*

f. Informations sur les effectifs mis à disposition par Grand Besançon Métropole

Dépenses de personnel :
Pour rappel, le SYBERT ne dispose pas de personnel en propre mais, par voie de convention, bénéficie de personnels mis à disposition par Grand Besançon Métropole (GBM). La politique de rémunération – notamment le régime indemnitaire - est définie par GBM.

Le SYBERT rembourse à GBM les frais de personnel au réel, en deux fois : à l'été de N et au 1er trimestre N+1, après rattachement des charges à l'exercice.
Il rembourse également des frais connexes : mobilisation des services des ressources humaines, informatique, de services particuliers comme le Parc Auto Logistique, les frais d'affranchissement, la cotisation au Comité des Œuvres Sociales, ...

Cette convention de mise à disposition de moyens humains et matériels arrive à échéance au 31 décembre 2026. Une nouvelle convention, pour la période 2027-2031 sera soumise à la validation du Comité Syndical du SYBERT en décembre 2026.

Les charges de personnel à rembourser à GBM en 2027 sont proposées à 4,05 M€, dans une hypothèse de maintien, autant que faire se peut, des équipes en place, malgré la possibilité actuelle de doter 105 postes permanents, en raison, notamment, de difficultés de recrutement et un certain turn-over.

Structure des effectifs : bilan à fin 2025
En matière statistique, **les dernières données connues et transmises par le Service Conseil de Gestion de GBM – 2024** - indiquent **91 agents mis à disposition (84 en 2024),** dont 3 sur des emplois non permanents (4 en 2024) et 88 sur des emplois permanents.

Sur les 88 emplois permanents, 73 sont occupés par des titulaires et 15 par des contractuels.

Envoyé en préfecture le 26/10/2026
Reçu en préfecture le 26/10/2026
Publié le 26 OCT. 2026
ID : 025-252508247-20261013-2026_10_03_44-DE

Sur ces 91 agents :

	Femmes	Hommes	TOTAL
Non permanents	0	3	**3 (3,30%)**
Permanents	31	57	**88 (96,70%)**
TOTAL	**31 (34,07%)**	**60 (65,93%)**	**91**

Il est relevé que les agents mis à disposition correspondaient à **87,79 équivalents temps plein (ETP)** pour 91 emplois, dont 29,40 de femmes et 52,39 d'hommes.

Les 91 postes sont composés de 12 cadres A, 17 cadres B et 55 cadres C

La filière administrative est représentée par 16 emplois permanents ; la filière technique est représentée par 73 emplois (70 permanents et 3 non permanents) ; la filière animation est représentée par 2 emplois permanents.
Les emplois permanents peuvent être occupés par des agents sous contrat.

Frais liés aux ressources humaines en budget : prospective (cf. plus haut)

Ressources humaines	**2026 (BP)**	**2027**	**2028**	**2029**	**2030**	**2031**
Remboursement masse salariale	4 300 000	4 050 000	4 100 000	4 100 000	4 150 000	4 150 000

Conformément aux articles L. 2312-1 et L. 5211-36 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Comité Syndical a débattu des propositions d'Orientations Budgétaires 2027, des propositions de contributions et de tarifs envisagées pour 2027, ainsi que de la prospective budgétaire via le Plan Pluriannuel d'Investissement et de Fonctionnement (PPIF) 2027-2031.

Pour extrait conforme,
Le Président du SYBERT,
Jean-Marc BOUSSET

Rapport adopté à l'unanimité.

Secrétaire de séance,
Philippe DOLEJAL